



RESPONSE TO PETITION

Prepare in English and French marking 'Original Text' or 'Translation'

PETITION NO.: **421-01803**

BY: **Ms. MAY (SAANICH-GULF ISLANDS)**

DATE: **NOVEMBER 8, 2017**

PRINT NAME OF SIGNATORY: **TERRY BEECH**

Response by the Minister of Fisheries, Oceans and the Canadian Coast Guard

SIGNATURE
Minister or Parliamentary Secretary

SUBJECT

Fishing industry

ORIGINAL TEXT

REPLY

The Government of Canada recognizes the importance of the wild fishery to British Columbians.

The Government of Canada is working to implement the Cohen Commission's recommendations in collaboration with the Government of British Columbia, Environment and Climate Change Canada, Indigenous Groups and other stakeholders.

As of September 2017, Fisheries and Oceans Canada (DFO), along with Environment and Climate Change Canada (ECCC) and the Province of British Columbia (BC), have acted on 64 of the 75 Cohen Commission recommendations. Since they are broad in scope, some of the recommendations require ongoing work that DFO undertakes every day as part of its mandate. It has also been recognized that, given the breadth of the recommendations, DFO cannot implement all of them at once, or alone.

As part of our ongoing commitment to openness and transparency, an update of actions taken to address the recommendations was first provided in August 2016, followed by a September 2017 update on the actions taken in the past year. For ease of understanding, recommendations are grouped under the five themes:

- Wild Salmon Policy (WSP);
- Fisheries Management;
- Habitat;
- Aquaculture; and
- Science.

Please see the 2017 Cohen Response Status Update Report and Annex (<http://www.dfo-mpo.gc.ca/cohen/summary-summaire-eng.htm>) for more detail on DFO's actions in response to the Cohen Commission recommendations.

A stepped approach was identified in 2016, with DFO focusing first on those recommendations related to the Wild Salmon Policy and key Science recommendations. Since the 2016 announcement, DFO has taken an integrated approach and has been focusing on the five themes to address the outstanding recommendations. Areas of this ongoing work include stock assessment, health status assessment, habitat, and fisheries management – including catch monitoring, and aquaculture assessment.

Of the outstanding recommendations, recommendations 7 and 8 relate to the Wild Salmon Policy Implementation Plan and are expected to be acted on through the 5-year Wild Salmon Policy Implementation Plan to be published in 2018; recommendation 36 is outstanding and relates to Food, Social and Ceremonial (FSC) allocations, and DFO is in the process of developing a Consultation Strategy to engage Indigenous groups on this issue in 2018; and for recommendation 19, relating to net-pen salmon farms in the Discovery Islands, research to support the decision is ongoing. Three recommendations (3, 49, and 51) will have no further action.

The remaining four recommendations (41, 42, 48 and 61) relate to habitat monitoring based upon the pre-2012 version of the *Fisheries Act*, and were previously considered out of date. In 2016, an extensive review of the 2012 changes to the *Fisheries Act* was initiated and recently completed.

The Government's June 2017 response to the report of the Standing Committee on Fisheries and Oceans (FOPO) entitled *Review of Changes made in 2012 to the Fisheries Act: Enhancing the Protection of Fish and Fish Habitat and the Management of Canadian Fisheries* indicated that all of FOPO's recommendations were supported. Moving forward, the Government intends to consider legislative, policy and program changes to address the Committee's recommendations to restore lost protections and incorporate modern safeguards. Therefore, DFO will continue to assess the Cohen recommendations effected by the outcomes of this review over the next year.



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N^o DE LA PÉTITION : **421-01803**

DE : **MME MAY (SAANICH-GULF ISLANDS)**

DATE : **LE 8 NOVEMBRE 2017**

INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE : **TERRY BEECH**

Réponse du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde Côtière canadienne

SIGNATURE

Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

L'industrie de la pêche

TRADUCTION

RÉPONSE

Le gouvernement du Canada reconnaît l'importance de la pêche sauvage pour la Colombie-Britannique.

Le gouvernement du Canada travaille à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Cohen en collaboration avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, Environnement et Changement climatique Canada, les groupes autochtones et d'autres intervenants.

En septembre 2017, Pêches et Océans Canada (MPO), en collaboration avec Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et la province de la Colombie-Britannique (C.-B.), ont donné suite à 64 des 75 recommandations de la Commission Cohen. Étant donné qu'elles sont de portée générale, certaines recommandations nécessiteront un travail continu que le MPO effectue tous les jours dans le cadre de son mandat. Il a également été reconnu que, compte tenu de l'ampleur des recommandations, le MPO ne peut pas mettre en œuvre l'ensemble de ces recommandations d'un seul coup, ou se charger seul de le faire.

Dans le cadre de notre engagement continu à l'égard de l'ouverture et de la transparence, une mise à jour des mesures prises à la suite de ces recommandations a été fournie d'abord en août 2016, suivie d'une mise à jour, en septembre 2017, sur les mesures prises au cours de la dernière année. Pour faciliter la compréhension, les recommandations sont regroupées en cinq thèmes :

- la Politique concernant le saumon sauvage (PSS);
- la gestion des pêches;
- l'habitat;
- l'aquaculture; et
- la science.

Veillez consulter le document « Réponse au rapport Cohen : Mise à jour sur l'état d'avancement de 2017 » (<http://www.dfo-mpo.gc.ca/cohen/summary-sommaire-fra.htm>) pour obtenir de plus amples renseignements sur les mesures prises par le MPO en réponse aux recommandations de la Commission Cohen.

Une démarche par étape a été choisie en 2016, au moment où le MPO se concentrait d'abord sur les recommandations relatives à la Politique concernant le saumon sauvage et les recommandations scientifiques principales. Depuis l'annonce de 2016, le MPO a adopté une approche intégrée et a mis l'accent sur les cinq thèmes pour donner suite aux recommandations en suspens. Les domaines de ce travail continu comprennent l'évaluation des stocks, l'évaluation de leur état de santé ainsi que la gestion de l'habitat et des pêches (ce qui comprend la surveillance des prises et l'évaluation des installations aquacoles).

Parmi les recommandations en suspens, les recommandations 7 et 8 concernent le plan de mise en œuvre de la politique sur le saumon sauvage et devraient être mises en œuvre dans le cadre du Plan quinquennal de mise en œuvre de la politique sur le saumon sauvage qui sera publié en 2018; la recommandation 36 est en suspens et concerne les allocations à des fins alimentaires, sociales et rituelles (ASR), et le MPO est en voie d'élaborer une stratégie de consultation visant à mobiliser les groupes autochtones sur cette question en 2018; enfin, en ce qui a trait à la recommandation 19 portant sur les fermes salmonicoles dans les parcs en filet de la région des îles Discovery, la recherche pour appuyer la décision est en cours. Trois recommandations (3, 49 et 51) n'auront aucune autre action.

Les quatre recommandations restantes (41, 42, 48, et 61) se rapportent à la surveillance de l'habitat fondée sur la version antérieure à 2012 de la *Loi sur les pêches*, et avaient déjà été considérées comme obsolètes. En 2016, un examen approfondi des modifications de 2012 apportées à la *Loi sur les pêches* a été amorcé et récemment terminé. Dans sa réponse (en juin 2017) au rapport du Comité permanent des pêches et des océans (FOPO) : *Examen des modifications apportées à la Loi sur les pêches en 2012 : renforcer la protection du poisson et de son habitat et la gestion des pêches canadiennes*, le gouvernement a indiqué que toutes les recommandations du FOPO avaient reçu un appui. Le gouvernement a l'intention de tenir compte des changements apportés aux lois, aux politiques et aux programmes pour donner suite aux recommandations du Comité permanent en vue de rétablir les mesures de protection éliminées et d'intégrer des mécanismes de protection modernes. Le MPO continuera par conséquent à évaluer les recommandations de la Commission Cohen touchées par les résultats de cet examen au cours de la prochaine année.